



Bulletin de veille stratégique et opérationnelle n°8

février – mars 2018



Le ministère de la Défense fait régulièrement appel à des études externalisées auprès d'instituts de recherche privés, selon une approche géographique ou sectorielle, visant à compléter son expertise interne. Ces relations contractuelles s'inscrivent dans le développement de la démarche prospective de défense qui, comme le souligne le dernier Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, « *doit pouvoir s'appuyer sur une réflexion stratégique indépendante, pluridisciplinaire, originale, intégrant la recherche universitaire comme celle des instituts spécialisés* ».

Une grande partie de ces études sont rendues publiques et mises à disposition sur le site du ministère de la Défense. Dans le cas d'une étude publiée de manière parcellaire, la Direction générale des relations internationales et de la stratégie peut être contactée pour plus d'informations.

AVERTISSEMENT : Les propos énoncés dans les études et observatoires ne sauraient engager la responsabilité de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie ou de l'organisme pilote de l'étude, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle du ministère de la Défense.

Au sommaire du BV n°8

Les mois de février et mars 2018 ont été marqués par la parution de plusieurs rapports officiels et publications scientifiques réaffirmant, avec de nouvelles données à l'appui, les impacts du changement climatique sur les migrations, la perte de la biodiversité ou la stabilité mondiale.

Ce 8^e bulletin de veille se concentre principalement sur les thématiques suivantes :

- ❖ A l'issue du sommet extraordinaire convoqué par l'ONU sur la « crise des réfugiés », la première version du « Pacte Mondial de l'ONU sur les Migrations » a été publiée dans le but de poser les bases d'une gouvernance mondiale des migrations. À ce titre, il fait une large place aux migrations provoquées par le changement climatique. Plusieurs publications scientifiques réaffirment par ailleurs l'existence d'une corrélation entre mouvements de population et changements climatiques. Une nouvelle étude de la Banque mondiale a ainsi fait grand bruit dans les médias en affirmant que le monde pourrait compter 143 millions de déplacés climatiques en 2050.
- ❖ Plusieurs évènements en Afrique et en Asie ont rappelé ces dernières semaines le potentiel crisogène de la raréfaction et du partage des ressources en eau. Malgré une reprise des discussions entre l'Égypte et l'Éthiopie concernant le Barrage de la Renaissance éthiopienne, le fond du dossier n'est toujours pas réglé et la médiation de la Banque mondiale voulue par Le Caire continue d'être refusée par Addis-Abeba. Des pénuries d'eau et des sécheresses persistantes au Malawi et en Inde, aux racines tant politiques que climatiques, ont déclenché des mouvements de contestation populaire dans les deux pays. Pour leur part, les pays du bassin du lac Tchad ont remis sur la table un immense projet hydraulique pour lutter contre la disparition du lac, aidés par la Chine, tandis que les Pays-Bas ont profité de leur présidence du Conseil de sécurité pour alerter sur les risques sécuritaires dans la région du lac Tchad liés au stress hydrique.
- ❖ L'Intergovernmental Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (IPBES) et le WWF ont publié à quelques jours d'intervalle deux rapports convergents et dressant des constats alarmants sur l'état de la biodiversité mondiale. Alors que le rapport de WWF estime qu'un réchauffement de +4,5°C pourrait menacer près de 50% des espèces d'ici 2080, celui de l'IPBES alerte sur l'état avancé de dégradation des sols dans toutes les régions du monde, qui pourrait conduire à la 6^e extinction de masse des espèces et à des migrations humaines massives d'ici 2050.
- ❖ La veille opérationnelle se concentre sur les dernières actualités du DoD. Ce dernier vient de publier un premier rapport sur la vulnérabilité climatique de 3 500 sites militaires américains à travers le monde, dont la méthodologie adoptée présente un intérêt pour le ministère des Armées, en vue d'une évaluation comparable de l'exposition des infrastructures militaires françaises aux aléas climatiques. Par ailleurs, alors que le Pentagone s'attache à réduire son empreinte carbone, ses efforts risquent d'être anéantis par les augmentations de budget voulues par l'administration Trump, pour qui la mission première de l'US Army est de protéger les Etats-Unis, « quitte à émettre davantage de CO₂ ».
- ❖ La veille sanitaire souligne que le changement climatique provoquera certainement une augmentation des vagues de froid. Dès lors, une réflexion doit être portée sur l'entraînement des troupes à la résistance aux températures extrêmes et aux techniques de thermorégulation. Sur le plan épidémiologique, plusieurs publications interrogent les liens entre la prolifération des cas de fièvre de Lassa et les changements environnementaux. Enfin, la dernière révision de la liste des dix maladies prioritaires de l'OMS présente une majorité de pathologies à transmission vectorielle, hautement influencées par les changements environnementaux.

Sommaire

Au sommaire du BV n°8.....	3
Veille stratégique	6
Déplacements de population liés aux dégradations environnementales	6
1 – En 2050, le monde pourrait compter 143 millions de migrants climatiques en l'absence de mesures concrètes et concertées, prévient la Banque mondiale	6
2 – Projet de relocalisation d'une population menacée par des dégradations environnementales en Nouvelle-Calédonie, une première française.....	7
3 – Les migrations climatiques prises en compte dans la première version du Pacte Mondial de l'ONU sur les Migrations	7
Vers une reconnaissance croissante des liens entre climat, conflits et défense	8
4 – Un article relance la controverse sur les liens de causalité entre changement climatique et conflits.....	8
5 - La coopération environnementale peut faciliter la coopération et la paix entre les États	8
Perte de la biodiversité	8
7 – L'IPBES et WWF alertent sur l'érosion de la biodiversité mondiale et la dégradation des sols	8
8 – La disparition des oiseaux, un enjeu de résilience agricole	9
Actualités françaises et européennes	10
9 – WWF plaide pour qu'une partie du budget militaire français soit alloué au financement de l'adaptation dans les pays du Sud	10
10 – Déclaration du Conseil de l'UE : les ministres des Affaires étrangères de l'UE insistent sur le lien entre changement climatique et sécurité internationale.....	10
11 - La défense européenne à l'heure de l'économie circulaire : l'exemple néerlandais	11
Actualités américaines.....	11
12 – Des membres du Congrès demandent au président Trump de réintégrer le changement climatique dans la stratégie de sécurité nationale	11
13 - L'armée, pédagogue en dernier ressort pour convaincre l'opinion publique américaine de l'urgence climatique ?.....	12
Actualités africaines	12
14 – Reprise des discussions autour du Grand barrage de la Renaissance éthiopienne...	12
15 – Afrique australe : des sécheresses aux racines climatiques et politiques.....	13
16 - Le projet de réhabilitation du lac Tchad revient sur le devant de la scène via la Chine	14
Actualités indiennes.....	14

17 – Appauvris par une sécheresse persistante, des milliers d'agriculteurs de la région Nashik ont convergé vers Bombay pour protester contre la dégradation des conditions de vie dans les campagnes.....	14
18 – La prise en compte croissante des enjeux environnementaux par les armées indiennes	15
Actualité énergétique	16
19 – Un marché pétrolier fébrile à court terme	16
20 – Lancement de l'Alliance solaire internationale.....	16
Veille opérationnelle.....	18
Actualités du Département de la Défense américain (DoD)	18
21 – Une première évaluation de l'exposition aux risques climatiques de 3500 infrastructures du DoD	18
22 – Pour une approche « cycle de vie » des emprises et infrastructures des armées ? L'exemple d'une base américaine désaffectée au Groenland	19
23 – L'U.S. Navy se voit en « Great Green Fleet ».....	19
24 – Maintenir l'efficacité opérationnelle, augmenter le budget et réduire l'empreinte carbone : la quadrature du cercle	19
Veille sanitaire.....	20
25 – Stratégie thermorégulatrice et ajustement physiologique à la résistance au froid	20
26 – Une épidémie de fièvre de Lassa sans précédent au Nigéria	21
27 – Deuxième révision de la liste des maladies prioritaires dans le cadre du R&D Blueprint de l'OMS.....	21
28 – L'insécurité alimentaire en Afrique et la chenille légionnaire d'automne	22
Actualités	23
Annonces et communiqués	23
29 – A l'occasion de la cérémonie des 30 ans du GIEC, Nicolas Hulot annonce l'organisation en France d'un sommet des peuples autochtones.....	23
30 – Mise à jour d'un rapport du Centre for Climate and Security sur l'exposition des sites militaires américains aux conséquences de la hausse du niveau de la mer	23
Événement à venir.....	23
Vient de paraître	24

Veille stratégique

Déplacements de population liés aux dégradations environnementales

1 – En 2050, le monde pourrait compter 143 millions de migrants climatiques en l'absence de mesures concrètes et concertées, prévient la Banque mondiale

Une nouvelle étude de la Banque mondiale, intitulée *Groundswell. Se préparer aux migrations climatiques internes*, a fait grand bruit dans les médias depuis sa sortie. Se concentrant sur trois régions du monde, **le rapport prévoit qu'à horizon 2050, l'Afrique subsaharienne comptera 86 millions de migrants climatiques internes, l'Asie du Sud 40 millions et l'Amérique latine 17 millions.** Il prévient ainsi qu'en l'absence de mesures urgentes pour lutter contre le changement climatique et encourager le développement, c'est 2,8% de la population de ces régions – qui représentent ensemble 55% de la population des pays en développement – qui pourrait être amené à se déplacer à l'intérieur des frontières.

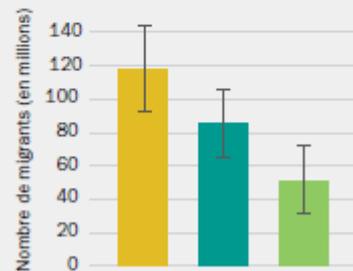
Figure 1 : Nombre escompté de migrants climatiques en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et en Amérique latine d'ici 2050 selon les trois scénarios

SCÉNARIOS PROBABLES

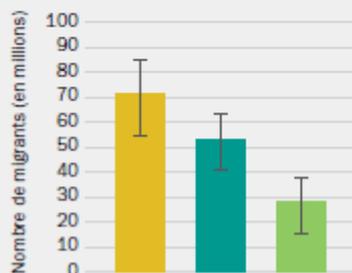
■ Pessimiste (référence) ■ Développement plus Inclusif ■ Plus favorable au climat



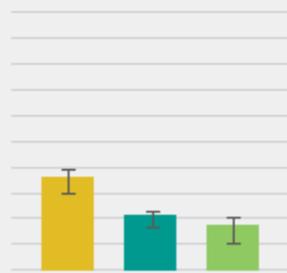
TOTAL POUR LES TROIS RÉGIONS



AFRIQUE SUBSAHARIENNE



ASIE DU SUD



AMÉRIQUE LATINE



Note : les signes sur les barres à l'intérieur des graphiques représentent les intervalles de confiance du 95^e percentile.

Le choix de se focaliser sur les migrations internes est volontaire de la part des auteurs. Alors que l'attention internationale se focalise actuellement sur les migrations internationales et leurs répercussions dans les pays d'accueil, il est admis que l'essentiel des migrations climatiques seront internes, une donnée indispensable à prendre en compte pour planifier et se préparer correctement à ces dynamiques migratoires.

Ce rapport est le premier du genre à intégrer les effets graduels du changement climatique (stress hydrique, mauvaises récoltes, élévation du niveau de la mer) dans la modélisation de la répartition future des populations. Le rapport repose aussi sur trois scénarios (pessimiste, de développement plus inclusif, favorable au climat), et identifie dans ces régions les foyers potentiels d'émigration et d'immigration, de manière à aider les décideurs à mieux comprendre et planifier ces mouvements de population.

Il est encore possible d'éviter le pire selon les auteurs : **une action concertée dans trois domaines clés** (réduction des émissions de gaz à effet de serre, intégration de la migration climatique dans la planification du développement, investissement dans la recherche scientifique) **pourrait permettre de réduire le nombre de migrants climatiques jusqu'à 80% d'ici 2050.**

- Téléchargement du rapport complet et du résumé en français : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/29461>
- <http://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2018/03/19/meet-the-human-faces-of-climate-migration>

2 – *Projet de relocalisation d'une population menacée par des dégradations environnementales en Nouvelle-Calédonie, une première française*

La Cellule Koniambo de la province Nord est sollicitée pour **déplacer une tribu d'environ 300 personnes, car leur cadre de vie est devenu dangereux**, en raison de la recrudescence d'évènements pluvieux violents, associés à l'érosion côtière, à l'envasement de la rivière et à la montée de l'océan. Si cette tribu est effectivement relocalisée, il s'agirait à notre connaissance du premier cas de population entière relocalisée en France par les autorités en raison de dégradations de l'environnement.

La Cellule Koniambo est une cellule créée en 2004 par les autorités de la Province Nord pour servir d'interface entre les acteurs publics et privés impliqués dans la construction du complexe métallurgique et l'aménagement des trois communes de Vook (Voh), Koohnê (Koné) et Pwëbuu (Pouembout) – soit la zone VKP.

- Informations sur la zone concernée : www.province-nord.nc/terres-coutumieres

3 – *Les migrations climatiques prises en compte dans la première version du Pacte Mondial de l'ONU sur les Migrations*

Le 5 mars 2018, le premier texte-martyr ('zero-order draft') du Pacte Mondial de l'ONU sur les Migrations a été publié. Ce texte, issu d'une négociation entamée à l'issue du sommet extraordinaire convoqué par l'ONU sur la 'crise des réfugiés', est censé poser les bases d'une gouvernance mondiale des migrations. Il fait une large place aux migrations provoquées par le changement climatique et recommande notamment les mesures suivantes :

- La prise en considération de l'Agenda de Protection Nansen, et le soutien à la *Platform on Disaster Displacement* (dont la France assure la vice-présidence).
- Le renforcement de la recherche et du partage d'informations concernant les migrations induites par les dégradations de l'environnement.
- La mise en place de mesures, y compris la relocalisation planifiée, qui facilitent la migration comme stratégie d'adaptation aux changements environnementaux.

- <https://refugeesmigrants.un.org/migration-compact>

Vers une reconnaissance croissante des liens entre climat, conflits et défense

4 – Un article relance la controverse sur les liens de causalité entre changement climatique et conflits

Une nouvelle étude, publiée dans *Nature Climate Change*, relance la controverse sur la quantification des liens de causalité entre changement climatique et conflits. Cette étude met en évidence l'existence d'un biais de sélection dans les études qui affirmaient et quantifiaient une telle causalité. Les auteurs mettent en particulier en garde contre 'l'effet du réverbère', un effet qui tendrait à privilégier les cas déjà largement médiatisés, en négligeant des cas moins connus.

L'article reproche à la littérature sur le sujet de mettre un trop fort accent sur les cas africains, comme si ceux-ci étaient 'naturellement violents', en n'accordant guère d'attention aux cas où des impacts violents du changement climatique ne débouchent pas sur des conflits. En d'autres termes, **ils reprochent aux études quantitatives d'établir leurs échantillons non pas sur la base de l'exposition au changement climatique, mais sur la base de l'occurrence de conflits**. Pour utiliser une métaphore, c'est comme si des épidémiologistes n'effectuaient leurs études que sur des patients malades.

L'article a provoqué une controverse importante dans les milieux scientifiques, les auteurs mis en cause défendant leur méthodologie, tandis que les auteurs de l'article accusaient les premiers de promouvoir un agenda néo-colonialiste en sous-entendant que les pays du Sud étaient incapables de gérer les impacts du changement climatique, et que l'intervention de forces étrangères serait nécessaire. Ce type de débat a d'importantes conséquences pour la manière dont nous envisageons les actions extérieures de défense liées à ces problématiques.

- Courtland Adams, Tobias Ide, Jon Barnett, Adrien Detges, "Sampling bias in climate-conflict research", *Nature Climate Change* 8, 200-203, 2018, url: <https://www.nature.com/articles/s41558-018-0068-2>

5 - La coopération environnementale peut faciliter la coopération et la paix entre les États

Un article publié en février 2018 dans le *Journal of Peace Research* suggère que les traités environnementaux et les politiques environnementales conjointes, notamment autour des ressources en eau, peuvent faciliter la paix et la coopération entre États. À partir de cas d'études (notamment dans le parc des Virunga et au Moyen-Orient) et d'analyses quantitatives, les auteurs suggèrent qu'un renforcement de la coopération environnementale peut apaiser des conflits larvés entre États.

- Tobias Ide, "Does environmental peacemaking between states work? Insights on cooperative environmental agreements and reconciliation in international rivalries", *Journal of Peace Research*, 2018, url: <http://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/0022343317750216>

Perte de la biodiversité

7 – L'IPBES et WWF alertent sur l'érosion de la biodiversité mondiale et la dégradation des sols

La Plate-Forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), qu'on surnomme le GIEC de la biodiversité, s'est réunie du 17 au 24 mars à Medellin (Colombie), pour sa 6^e session plénière. Elle a livré à cette occasion un important rapport réalisé par plus de 550 experts de 100 pays, et compilant plus de 10 000 publications scientifiques. Cette étude, par son ampleur, est une première mondiale et livre des constats alarmants.

Selon les auteurs, **40% de l'humanité (soit 3,2 milliards de personnes) est touchée par la dégradation des sols, qui concerne elle-même 60% des terres de la planète**. En 2050, c'est 90% de la population mondiale qui devrait être concernée par cette dégradation. En cause : les

pratiques agricoles non durables, la déforestation, l'urbanisation ou encore la pollution. **Cela pourrait conduire à la migration de 50 à 700 millions de personnes selon les scénarios d'ici 2050.** La probabilité de conflit dans les zones touchées augmenterait de 45% du fait des baisses de productivité agricole et des tensions sociales qui leur seraient liées. Par ailleurs, on estime que **le coût de la dégradation des sols représente environ 10% du PIB mondial** (chiffre pour 2010). Toutes les régions du monde sont touchées par ces dégradations, et le rapport estime que l'inaction coûtera trois fois plus cher en Afrique et en Asie que la restauration des sols. Les auteurs ajoutent que cette restauration pourrait aussi permettre de réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre d'un tiers d'ici 2030, et de respecter ainsi l'Accord de Paris qui prévoit de contenir le réchauffement planétaire sous le seuil des 2°C.

Le rapport de l'IPBES alerte également sur le fait que la dégradation des sols détruit l'habitat des plantes, animaux et insectes, et pourrait conduire à la **sixième extinction de masse des espèces. Les disparitions d'espèces ont déjà été multipliées par 100 depuis 1900**, soit un rythme sans équivalent depuis la disparition des dinosaures il y a 66 millions d'années.

Ce rapport fait écho à une autre étude alarmante sur la biodiversité publiée quelques jours avant la réunion de l'IPBES par WWF en collaboration avec les universités d'East Anglia (Royaume-Uni) et James Cook (Australie). Les chercheurs ont étudié la situation climatique de 80 000 espèces dans 33 régions jugées « prioritaires » comme l'Amazonie, le désert de Namibie ou encore l'Himalaya. Ils estiment qu'un réchauffement de +4,5°C pourrait menacer près de 50% des espèces d'ici 2080, et qu'aucune région du monde ne serait épargnée. Ce risque serait divisé par deux si le réchauffement était contenu à +2°C.

- http://mobile.lemonde.fr/planete/article/2018/03/23/sur-tous-les-continent-la-nature-et-le-bien-etre-humain-sont-en-danger_5275433_3244.html?xtref=http%3A%2F%2Fm.facebook.com
- http://www.fondationbiodiversite.fr/images/documents/IPBES/IPBES-depliant_2016.pdf
- <https://www.ipbes.net/news/media-release-worsening-worldwide-land-degradation-now-%E2%80%98critical%E2%80%99-undermining-well-being-32>
- <https://www.novethic.fr/actualite/environnement/biodiversite/isr-rse/le-rechauffement-pourrait-menacer-jusqu-a-50-des-especes-et-aucune-zone-n-est-epargnee-145567.html>

8 – La disparition des oiseaux, un enjeu de résilience agricole

Le 20 mars 2018, le Muséum national d'Histoire naturelle et le CNRS ont rendu publiques les données de 2017 confirmant la disparition des oiseaux dans les campagnes françaises. **Plus d'un tiers de la population d'oiseau a disparu en 15 ans** dans la zone d'étude (le département des Deux-Sèvres). Les scientifiques soulignent qu'il s'agit d'une tendance de fond en Europe. Selon certaines statistiques, nous pourrions avoir perdu près de la moitié des passereaux (50% des espèces aviaires) en 40 ans.

Ce phénomène est lié à l'intensification des pratiques agricoles de ces 25 dernières années. Le déclin observé s'est accru depuis 2008, soit depuis la fin des jachères imposées par la Politique Agricole Commune, la reprise du suramendement au nitrate et la généralisation des néonicotinoïdes. Ces insecticides neurotoxiques, impliqués dans le déclin des abeilles, sont très persistants et provoquent une raréfaction généralisée des insectes.

En 2017, des chercheurs allemands avaient chiffré le déclin des insectes volants à 80 % dans ce pays. Or tous les oisillons consomment des insectes. De plus, avec le changement climatique, la période de naissance des volatiles n'est plus forcément corrélée à celle des chenilles ou des larves.

Les oiseaux jouent un rôle crucial pour les activités agricoles : ils dispersent les graines, pollinisent les plantes, protègent les feuilles et les récoltes de certains parasites, et répartissent les nutriments entre les zones biologiquement productives et les zones plus pauvres, assurant ainsi une meilleure productivité agricole. Dès lors, la disparition des volatiles expose l'agriculture à des menaces amplifiant l'impact du réchauffement climatique et de la destruction des sols par la monoculture.

- http://www.lemonde.fr/biodiversite/article/2018/03/20/les-oiseaux-disparaissent-des-campagnes-francaises-a-une-vitesse-vertigineuse_5273420_1652692.html

- https://www.researchgate.net/publication/270158738_Unravelling_trophic_subsidies_of_agroecosystems_for_biodiversity_conservation_Food_consumption_and_nutrient_recycling_by_waterbirds_in_Mediterranean_rice_fields
- Su Rynard, *The Messenger*. *Le silence des oiseaux*, documentaire, 2015.

Actualités françaises et européennes

9 – WWF plaide pour qu'une partie du budget militaire français soit alloué au financement de l'adaptation dans les pays du Sud

Dans une tribune publiée le 27 mars dans *le Monde*, Pascal Canfin, directeur de WWF France, propose de flécher une partie de l'augmentation prévue du budget français de la Défense – la loi de programmation militaire 2019-2024 prévoit de consacrer 295 milliards d'euros à la défense – au financement de projets d'adaptation dans les pays en développement les plus vulnérables aux impacts des changements climatiques. Cette mesure, déjà avancée dans le rapport 3S (Soutenabilité, Stabilité, Sécurité) du WWF France publié en 2017, ne devrait pas concerner que la France, mais l'ensemble des pays développés. Selon WWF, cet investissement permettrait de réduire les risques de déstabilisation dans certaines régions, et de limiter l'augmentation de la conflictualité et des migrations forcées.

Ce n'est pas un hasard si cette tribune est publiée le jour où doit être votée la nouvelle loi de programmation militaire à l'Assemblée nationale, et quelques semaines avant le vote de la prochaine loi sur l'immigration et l'asile.

- Tribune de Pascal Canfin : http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2018/03/27/defense-il-y-a-davantage-de-refugies-climatiques-que-de-refugies-lies-aux-conflits-dans-le-monde_5277061_3232.html
- Rapport 3S du WWF France : https://www.wwf.fr/sites/default/files/doc-2017-11/171114_rapport_3S.pdf

10 – Déclaration du Conseil de l'UE : les ministres des Affaires étrangères de l'UE insistent sur le lien entre changement climatique et sécurité internationale

Le Conseil de l'UE a rendu le 26 février 2018 ses conclusions sur la diplomatie climatique. Il a réaffirmé son engagement en faveur du multilatéralisme et pour la mise en œuvre rapide de l'Accord de Paris, et présenté le changement climatique comme un « multiplicateur de menaces » nécessitant une approche circulaire : les politiques de développement doivent prendre en compte la question des conflits, tandis que les politiques de sécurité doivent intégrer les questions liées au climat. Il insiste sur le soutien de l'UE aux travaux menés dans le cadre du G7 et des Nations unies et encourage le Conseil de sécurité à faire de ce lien entre climat et sécurité un point récurrent de son agenda.

Dans ce contexte, **il a rappelé la tenue, en juin 2018 à Bruxelles, d'un événement de haut niveau sur le climat et la sécurité**, à l'initiative de Federica Mogherini, haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission européenne.

Le Conseil a insisté également sur les actions menées par l'UE, rappelant au passage que l'UE et ses États membres étaient les plus gros contributeurs du financement public de l'action climatique. Il a mis en exergue le fait que **les économies du G20, qui comptent pour quelque 80 % des émissions mondiales, doivent continuer à jouer un rôle de chef de file.** Il préconise également une meilleure interaction entre les politiques climatiques et celles liées au commerce et aux investissements, ainsi qu'une lutte renforcée contre les émissions de l'aviation et de la navigation internationales en concertation avec l'Organisation maritime internationale (OMI) et l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

Enfin, avec la COP24 en ligne de mire, **le Conseil a indiqué que l'UE entendait placer le dialogue de Talanoa¹ au cœur de sa diplomatie climatique en 2018.**

¹ Processus de facilitation présenté à la conclusion de la COP23 par les Fidji, et visant à examiner les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs globaux de l'Accord de Paris avant la COP24.

- http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-6125-2018-INIT/fr/pdf?utm_source=Adreslijst+PSI&utm_campaign=bc64bf4067-EMAIL_CAMPAIGN_2018_03_20&utm_medium=email&utm_term=0_bee8b307c4-bc64bf4067-79889437
- https://www.planetarysecurityinitiative.org/news/eu-takes-lead-climate-security?utm_source=Adreslijst+PSI&utm_campaign=bc64bf4067-EMAIL_CAMPAIGN_2018_03_20&utm_medium=email&utm_term=0_bee8b307c4-bc64bf4067-79947013

11 - La défense européenne à l'heure de l'économie circulaire : l'exemple néerlandais

Cinq experts, dont deux responsables de l'innovation et de la R&D à l'Agence européenne de défense, proposent dans un article une feuille de route pour **transposer les principes de l'économie circulaire au secteur de la Défense**.

Peu commentée jusqu'ici, l'idée a pourtant déjà été exprimée dans le plan d'action pour la défense européenne publié en novembre 2016 par la Commission européenne (COM/2016/950). On pouvait y lire que les principes de la Commission en matière d'économie circulaire (COM/2015/0614), qui reposent sur de nouvelles solutions technologiques et de nouveaux modèles d'entreprise basés sur une production, une consommation et une gestion des déchets plus durables, devraient également s'appliquer au secteur de la Défense, dans lequel l'utilisation efficace des ressources et la sécurité des approvisionnements revêtent une importance croissante.

Si quelques expériences ont été menées ici ou là (au Portugal et au Royaume-Uni), le programme lancé par le ministère de la Défense des Pays-Bas offre le premier cas d'étude d'une certaine ampleur et avec des résultats mesurables. **Les principes de l'économie circulaires appliqués à la production des équipements individuels** (uniformes, chaussures, protections) des quelques 60.000 membres des forces armées et de la police **ont permis des économies annuelles de 8 à 10 millions d'euros**. Le programme néerlandais s'étendra à d'autres types de matériels, sachant que les Pays-Bas se fixent pour objectif une économie circulaire à 100% d'ici à 2050.

- Lien vers l'article publié dans *The European Financial Review* : <http://www.europeanfinancialreview.com/?p=21798>

Actualités américaines

12 – Des membres du Congrès demandent au président Trump de réintégrer le changement climatique dans la stratégie de sécurité nationale

Les précédents BV ont mis en évidence le fossé croissant entre l'administration Trump, climato-sceptique, et le DoD qui considère le changement climatique comme un facteur d'instabilité pour la sécurité nationale. Les cinq derniers Secrétaire à la Défense ont tous insisté sur l'importance de l'action gouvernementale dans le domaine de la lutte contre le changement climatique. Celui de Donald Trump, Jim Mattis, n'a pas dérogé à la règle en déclarant en 2017 devant le Congrès que le changement climatique réclamait une réponse impliquant l'ensemble du gouvernement.

En dépit de cela, la stratégie américaine de sécurité nationale, publiée en décembre 2017, ignore toutes les recommandations des experts et ne mentionne à aucun moment le réchauffement climatique. À l'été 2017 déjà, les Républicains avaient tenté de faire passer au Congrès un amendement à la loi de programmation militaire qui visait purement et simplement à interdire au DoD de poursuivre des études sur les conséquences du changement climatique pour la sécurité nationale. Un amendement repoussé grâce au nombre suffisant de Républicains qui se sont joints aux Démocrates pour s'y opposer.

Si ces remises en cause ne traduisent que l'opinion de Donald Trump lui-même et de quelques trublions, elles ont néanmoins incité un **groupe bipartisan de 106 membres du Congrès à**

adresser le 11 janvier 2018 au Président Trump une lettre lui enjoignant de réintégrer dans la nouvelle stratégie de sécurité la reconnaissance du changement climatique comme une menace directe pour la sécurité nationale.

- <https://www.newsday.com/opinion/commentary/military-climate-change-1.15865973>
- https://langevin.house.gov/sites/langevin.house.gov/files/documents/01-11-18_Langevin_Stefanik_Letter_to_POTUS_Climate_Change_National_Security_Strategy.pdf
- <https://climateandsecurity.org/2018/01/17/a-bipartisan-letter-from-congress-on-climate-change-and-national-security/>

13 - L'armée, pédagogue en dernier ressort pour convaincre l'opinion publique américaine de l'urgence climatique ?

Les forces armées ont-elles vocation à rassembler une société américaine profondément divisée sur la question des causes et conséquences du changement climatique ? C'est en tout cas la thèse défendue par Anatol Lieven dans un récent article de *Foreign Policy*. L'auteur évoque les risques liés aux changements climatiques (menace pour les démocraties libérales, flux migratoires, conflits autour des ressources) et regrette le manque d'engagement de l'OTAN, alors que le changement climatique menace tout ce que l'alliance atlantique prétend vouloir défendre. Selon l'auteur, le changement climatique est devenu aux États-Unis un tel facteur de division, politique et sociétale, que les institutions en charge de la sécurité nationale ne parviennent plus à tenir leur rôle. **L'armée devrait donc endosser « une responsabilité institutionnelle et patriotique » d'instruction de la population américaine** selon Lieven.

Non seulement, en tant qu'institution dont la puissance des systèmes d'armes est fondée sur la science, l'armée peut rappeler au public américain l'importance de s'en remettre aux faits scientifiquement établis. Mais aussi, conclut l'auteur, – et ceci est sans doute plus discutable – elle est la mieux placée pour faire vibrer les cordes du nationalisme et du patriotisme, au nom desquels les Américains seront prêts à consentir les sacrifices nécessaires pour lutter contre les effets du changement climatique.

- <http://foreignpolicy.com/2018/01/09/the-only-force-that-can-beat-climate-change-is-the-u-s-army/>

Actualités africaines

14 – Reprise des discussions autour du Grand barrage de la Renaissance éthiopienne

La visite du premier ministre éthiopien Haile Mariam Dessalegn en Égypte en janvier 2018 a permis de rouvrir des canaux de discussion qui s'étaient grippés ces derniers mois. L'Égypte « ne s'oppose pas au développement de l'Éthiopie. Mais il faut que toutes les parties prennent en considération le fait que ce fleuve constitue une artère de vie principale pour un peuple de plus de 100 millions d'habitants », confiait le président Al-Sissi. « Cette grande rivière ne doit jamais devenir un objet de compétition, de méfiance ou de conflit », lui répondait M. Dessalegn, affirmant que son pays ne nuira[it] pas aux intérêts de l'Égypte.

Le sommet de l'Union Africaine du 26 au 30 janvier 2018 à Addis-Abeba a accueilli à la marge une réunion tripartite Égypte-Soudan-Éthiopie sur ce sujet. Les représentants des trois pays ont demandé à leurs ministres de l'Eau et de l'Energie de réfléchir à des pistes de solutions aux problèmes suscités par la construction du barrage. Les chefs d'États ont également décidé de se réunir annuellement pour évoquer ces questions. Si les travaux ne sont pas encore achevés, le point d'achoppement demeure la durée de remplissage de l'immense retenue du barrage, que l'Égypte voudrait voir s'étaler dans le temps (12 ans) quand l'Éthiopie souhaiterait au contraire l'accélérer (3, 5 ou 7 ans selon les sources).

Malgré la reprise des discussions, le fond du dossier n'est toujours pas réglé. **Les négociations techniques sont gelées et la médiation de la Banque mondiale demandée par le Caire a été**

refusée par le gouvernement éthiopien. Le Soudan soutient désormais l'Éthiopie car le président El-Béchir a compris que cette dernière avait de grande chance d'imposer son point de vue, et que cet appui pouvait lui procurer l'électricité² et l'eau nécessaire à son développement agricole. L'Égypte recherche pour sa part le soutien du Soudan du Sud et de l'Érythrée – adversaire régional de l'Éthiopie – où elle pourrait construire une base militaire.

- <https://www.reuters.com/article/us-africanunion-summit-nile/egypt-ethiopia-and-sudan-hope-to-break-nile-dam-talks-deadlock-in-one-month-idUSKBN1F11LC>
- <https://www.alaraby.co.uk/english/News/2017/4/29/Egypt-to-build-naval-base-in-Eritreas-Nora-island>
- <http://www.jeuneafrique.com/531208/politique/ethiopie-le-premier-ministre-hailemariam-desalegn-demissionne/>
- <http://www.hydroworld.com/articles/2018/02/february-meeting-on-grand-ethiopian-renaissance-dam-postponed.html>

15 – Afrique australe : des sécheresses aux racines climatiques et politiques

Au Malawi, un projet d'approvisionnement de Blantyre, capitale économique et deuxième ville du pays, envisageant d'utiliser les ressources hydriques de la réserve forestière du mont Mulanje, a suscité une vague de protestations. En février 2018, 24 manifestants ont été arrêtés et condamnés pour avoir manifesté et bloqué l'accès au site du projet, avant d'être libérés sous caution.

Selon un porte-parole du groupe de manifestants, **la décision de Blantyre d'exploiter l'eau de la région « va priver la communauté d'une ressource dont les niveaux sont déjà très bas à cause du changement climatique »**. Les sécheresses poussant les populations locales au rationnement, celles-ci n'acceptent guère de voir l'eau approvisionner Blantyre à 80 km de là. Face aux problèmes d'approvisionnement, de nombreuses villes d'Afrique australe recherchent de nouvelles sources. La capitale du pays, Lilongwe prévoit de pomper l'eau du lac Malawi pour faire face aux conséquences du changement climatique. Devant la défaillance des autorités, les communautés s'organisent par ailleurs souvent de manière autonome dans la région (Mozambique, Kenya, Malawi entre autres) à travers différentes stratégies (achat en commun de pompes, construction de réservoirs, etc.).

En Afrique du Sud, la ville du Cap est frappée par une importante sécheresse depuis trois ans, et l'état de catastrophe naturelle a été déclaré dans la province du Cap occidental. Des restrictions ont été mises en place par la mairie afin de limiter la consommation à 50 litres par personne et par jour. L'objectif est d'organiser un important effort de préservation de la ressource afin d'éviter le « Day Zero », soit celui où la municipalité devra couper l'eau de 75% des habitations, si les réserves du barrage atteignent 13,5% (contre 25% environ aujourd'hui). Cette limite fluctuante se situerait aujourd'hui au début du mois de juillet 2018. Si les faibles précipitations ont participé à une baisse de la disponibilité en eau, la crise en elle-même aurait des ressorts politiques, notamment des désaccords entre le gouvernement central et la province du Cap occidental. Choix du gouvernement central, la priorité donnée à l'agriculture en période de tensions sur les ressources hydriques a accéléré la crise – et donc les mesures de restriction en ville – alors que celle-ci aurait pu être évitée ou atténuée.

- <https://www.euractiv.fr/section/climat/news/search-for-new-urban-water-sparks-conflict-in-parched-malawi/>
- <https://theconversation.com/people-in-african-cities-are-taking-charge-of-their-water-supplies-and-its-working-91758>
- https://www.newvision.co.ug/new_vision/news/1472889/-blame-gods-africa-water-crisis
- <https://theconversation.com/cape-towns-water-crisis-driven-by-politics-more-than-drought-88191>

² Précisons que l'Éthiopie a également proposé à l'Égypte de bénéficier de l'électricité produite.

16 - Le projet de réhabilitation du lac Tchad revient sur le devant de la scène via la Chine

Une conférence organisée par le gouvernement nigérien et l'UNESCO s'est tenue à Abuja (Nigeria) du 26 au 28 février 2018, dans le but de « préserver le bassin du lac Tchad du changement climatique et des conflits géopolitiques ». Elle rassemblait les quatre États du bassin du lac Tchad, la RCA, la RDC et le Nigeria.

Le lac Tchad aurait vu disparaître 90% de sa surface en 40 ans à cause du réchauffement climatique et d'une mauvaise gestion des ressources hydriques, alors que 40 millions de personnes en dépendent. La violence de Boko Haram a plongé la région dans une grave crise humanitaire et depuis 2009, le conflit a causé la mort de plus de 20 000 personnes, contraint 2,2 millions d'habitants à fuir, et ravagé l'activité agropastorale autrefois très dynamique.

Fragilisés sur le plan sécuritaire, les présidents des pays du lac exhument aujourd'hui un **mégaprojet de réapprovisionnement en eaux imaginé dans les années 1980, le « Transaqua »**. Il s'agit d'un canal long de 2.600km, censé apporter de l'eau du fleuve Oubangui (entre la RCA et la RDC) jusqu'au lac. C'est une entreprise chinoise, le géant PowerChina, qui serait chargée de la construction, si elle devait avoir lieu. Pour certains observateurs, c'est surtout une manière pour ces gouvernements d'attirer les investisseurs et de relancer une économie exsangue dans l'espoir de conjurer la menace terroriste.

Outre l'opposition ferme de la RDC qui ne veut pas voir le régime du fleuve Oubangui changer, l'assèchement du lac a aussi permis de découvrir de vastes étendues de terres fertiles qu'un remplissage rendrait inutilisables. Les scientifiques sont aussi partagés sur le futur du niveau du lac, qui dépend de précipitations dont on ignore encore l'évolution. **Il est donc peu probable que ce projet voit le jour à court terme.**

De leur côté, les Nations Unies se sont engagées, à l'occasion de ce sommet, à financer des programmes de recherche et de conservation à hauteur de 6,5 millions de dollars, notamment à travers le **projet « BIOPALT »**. L'objectif est de renforcer les capacités des États membres de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) à sauvegarder et gérer durablement les ressources hydrologiques, biologiques et culturelles du bassin. Pour se faire, l'UNESCO va surtout accompagner les États dans la préparation d'un dossier de création d'une réserve de biosphère transfrontière, ainsi que d'une proposition d'inscription du lac comme site du patrimoine mondial de l'humanité.

Les Pays-Bas se sont aussi saisis de l'occasion de leur **présidence du Conseil de sécurité** des Nations unies en mars 2018 **pour organiser le 22 mars**, journée mondiale de l'eau, **un évènement consacré aux risques de conflits induits par la réduction du lac Tchad.**

- https://www.rtf.be/info/monde/detail_rechauffement-climatique-ouverture-d-une-conference-pour-sauver-le-lac-tchad?id=9851245
- https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/climat/une-societe-chinoise-ravive-le-projet-de-canal-pour-sauver-le-lac-tchad-de-l-assechement_121693
- <https://fr.unesco.org/news/unesco-lance-projet-biopalt-sauvegarder-lac-tchad-0>
- https://www.planetarysecurityinitiative.org/news/netherlands-places-water-un-security-council-agenda?utm_source=Adreslijst+PSI&utm_campaign=bc64bf4067-EMAIL_CAMPAIGN_2018_03_20&utm_medium=email&utm_term=0_bee8b307c4-bc64bf4067-79889437

Actualités indiennes

17 – Appauvris par une sécheresse persistante, des milliers d'agriculteurs de la région Nashik ont convergé vers Bombay pour protester contre la dégradation des conditions de vie dans les campagnes

Au moins cinquante mille agriculteurs de la région de Nashik, au nord-ouest de l'État de Maharashtra, ont marché pendant des jours pour rejoindre le 12 mars la capitale financière de l'Inde, Bombay, afin d'alerter les autorités et sensibiliser l'opinion publique urbaine à la situation dramatique des campagnes. Le centre ouest du sous-continent indien subit actuellement une vague de chaleur record, et les campagnes du Maharashtra sont confrontées au plus grave

déficit de pluie enregistré depuis quarante ans, les six dernières moussons ayant été trop peu abondantes en eau. Cette situation a conduit à **des épisodes de famine, une paupérisation accrue des agriculteurs, et une forte augmentation du nombre de suicides** parmi ceux-ci (12 000 par an depuis 2013).

La manifestation à Bombay était organisée par le All India Kisan Sabha (« syndicat des paysans de toute l'Inde »), une émanation du Parti communiste de l'Inde (marxiste), et soutenue par d'autres partis politiques, du Parti du Congrès jusqu'au Shiv Sena, le parti local d'extrême droite. Une délégation de manifestants a été reçue par le chef du gouvernement régional, qui s'est engagé à répondre en grande partie aux revendications des agriculteurs concernant notamment un accès facilité à la propriété foncière, dont dépend le droit à un emprunt bancaire.

D'autres manifestations paysannes ont éclaté ces dernières années dans les régions du Rajasthan, de l'Uttar Pradesh ou encore du Tamil Nadu, où les pluies se font de plus en plus rares. Avec les changements climatiques, ces mouvements de révolte paysanne vont se multiplier.

- http://abonnes.lemonde.fr/planete/article/2018/03/13/bombay-submergee-par-une-vague-de-paysans-en-colere_5269903_3244.html

18 – La prise en compte croissante des enjeux environnementaux par les armées indiennes

L'environnement et le changement climatique ont été intégrés pour la première fois dans la doctrine interarmées des forces indiennes, publiée en 2017. L'environnement y est présenté comme un domaine critique du paradigme sécuritaire indien, et un facteur de conflit.

Deux évènements ont illustré la vulnérabilité des infrastructures militaires indiennes. Le **tsunami de 2004** a profondément endommagé la base aérienne de l'île de Car Nicobar (golfe du Bengale), et le **cyclone Hudhud** a causé 300 millions de dollars de dommage à la Marine indienne (infrastructures aériennes du Commandement naval Est, situées à Visakhapatnam).

Les frontières indiennes sont particulièrement exposées au changement climatique. Les chaînes montagneuses de l'Himalaya connaissent déjà des retraits de surface et de volume des glaciers, très probablement liés au réchauffement global. Or ces frontières terrestres sont encore disputées avec le Pakistan et la Chine, et induisent la présence permanente de forces en altitude, avec des manœuvres en haute montagne et sur des glaciers. De même, l'étendue du littoral indien, qui comprend plusieurs zones deltaïques (à l'image de la région de Calcutta), est également vulnérable au changement climatique.

Si l'intégration de l'environnement dans la prospective stratégique indienne est tardive, **le ministère de la Défense indien s'est déjà engagé dans des programmes prenant en compte des objectifs environnementaux.** Outre des critères pour l'acquisition de certains matériels (substituts aux CFC (chlorofluorocarbures) pour des sous-marins, certains chars et avions), plusieurs pratiques visant à réduire les risques environnementaux sont mises en œuvre :

- Utilisation de biocarburants par des bâtiments militaires (depuis 2016) ;
 - Installations à énergie solaire sur certaines emprises ;
 - Approche intégrée (énergie, eau, eaux usées...) dans la base navale de Karwar, qui est présentée comme ayant une empreinte carbone nulle.
- Dhanasree JAYARAM, "Indian Military Recognizes Environment as "Critical" Security Issue, But Response Is Still Fragmented", *NewSecurityBeat*, 29 January 2018, <https://www.newsecuritybeat.org/2018/01/indian-military-recognizes-environment-critical-security-issue-response-fragmented/>
 - Ministry of Defence (India), *Joint Doctrine Indian armed Forces*, Headquarters Integrated Defence Staff, 2017, 86p., http://bharatshakti.in/wp-content/uploads/2015/09/Joint_Doctrine_Indian_Armed_Forces.pdf

Actualité énergétique

19 – Un marché pétrolier fébrile à court terme

Depuis leur plus haut niveau de janvier 2018 (près de 70 dollars le baril), les prix du pétrole brut Brent ont enregistré une diminution d'environ 4 \$, pour se situer autour de 65 \$ le baril en février et sur la première quinzaine du mois de mars. **Des éléments d'ordre macroéconomique ont altéré la confiance des acteurs sur les marchés** : déclarations de J. Powell (nouveau président de la Réserve Fédérale américaine) sur l'hypothèse d'un relèvement des taux d'intérêts plus fort qu'anticipé ; craintes d'une guerre commerciale suscitées par les déclarations sur les droits de douane touchant certains secteurs aux Etats-Unis (acier, aluminium), etc. L'ensemble de ces facteurs fait peser des incertitudes sur la croissance mondiale et renforce la volatilité observée sur les marchés financiers aux Etats-Unis.

D'autre part, **le marché est resté extrêmement sensible à chaque nouveau chiffre concernant le niveau de production de pétrole aux Etats-Unis**. La production américaine a ainsi continué d'augmenter :

10 millions de barils sont produits par jour (mb/j), soit plus de 1,3 mb/j de plus qu'en janvier 2017. Le dernier rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit une hausse supplémentaire de la production américaine à court terme : respectivement 10,7 mb/j et 11.3 mb/j en 2018 et 2019. Malgré les efforts réalisés par l'OPEP et la Russie pour réduire les excédents depuis fin 2016, le marché devrait ainsi rester fébrile et volatile à court terme. À moyen terme, le marché

devrait en revanche être plus attentif aux transformations structurelles. Une étude publiée par l'AIE sur la période 2018-2023 prévoit une demande mondiale encore soutenue (104.7 mb/j, en moyenne en 2023, soit une augmentation de 1.2 mb/j par rapport à 2018), ainsi que des perspectives de production d'environ 12 mb/j aux Etats-Unis, ce qui en ferait le premier producteur mondial. Ainsi, **à court comme à moyen terme, les évolutions de la production pétrolière américaine restent le principal driver de l'évolution des prix**.

- <http://www.iea.org/oil2018/>
- <http://www.iea.org/newsroom/news/2018/february/weo-analysis-a-sea-change-in-the-global-oil-trade.html>
- http://www.lemonde.fr/economie/article/2018/03/03/matieres-premieres-les-barils-texans-de-petrole-destabilisent-l-opec_5265238_3234.html
- <https://www.eia.gov/outlooks/steo/marketreview/crude.php>

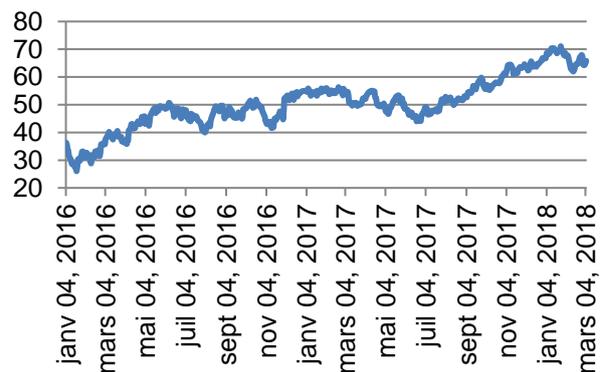


Figure 1 : Prix du pétrole brut Brent (en \$ par baril)

Source : Département américain à l'énergie (DOE)

20 – Lancement de l'Alliance solaire internationale

Le premier sommet de l'Alliance solaire internationale (ISA) s'est tenu en Inde lors de la visite présidentielle d'Emmanuel Macron en mars 2018. Cette initiative franco-indienne, lancée lors de la COP21 à Paris, a pour objectif de promouvoir l'énergie solaire dans les 121 pays situés entre le tropique du Cancer et du Capricorne. Promue organisation internationale depuis décembre 2017, l'ISA regroupe à l'heure actuelle 61 pays, dont près de 30 ont ratifié l'accord de collaboration. Elle cherche à **mobiliser 1 000 milliards de dollars pour permettre le déploiement des technologies solaires** (1 000 GW) à un coût abordable pour l'ensemble des pays concernés d'ici 2030. En outre, elle souhaite promouvoir la coordination des politiques d'investissements dans l'énergie solaire en mutualisant les programmes pour obtenir une réduction des coûts d'implantation des projets, développer des canaux de financement efficaces et, *in fine*, réduire les inégalités d'accès à l'énergie dans les pays les plus pauvres. **L'ISA ne jouera pas à l'avenir le rôle de financeur de projets mais restera une organisation**

facilitatrice permettant la coordination des programmes d'investissements. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a salué cette initiative et obtenu le statut d'observateur en avril 2017, ce qui laisse préjuger une entente constructive entre les deux institutions sur les projets de développement énergétique dans les années à venir.

- <http://www.iea.org/newsroom/news/2018/march/international-solar-alliance-vision-to-contribute-to-global-sustainable-devel.html>
- <https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/0301419890854-2160032.php>
- http://www.lemonde.fr/planete/article/2018/03/11/l-alliance-solaire-internationale-une-coalition-pour-promouvoir-le-solaire-dans-les-pays-en-developpement_5269054_3244.html
- <http://www.rfi.fr/asi-pacifique/20180310-marbrea-publier-samedi-10-nuitinde-limites-alliance-solaire>
- <https://fr.reuters.com/article/topNews/idFRKCN1GN0GV-OFRTF>
- <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/climat/l-alliance-solaire-internationale-asi/>

Veille opérationnelle

Actualités du Département de la Défense américain (DoD)

21 – Une première évaluation de l'exposition aux risques climatiques de 3500 infrastructures du DoD

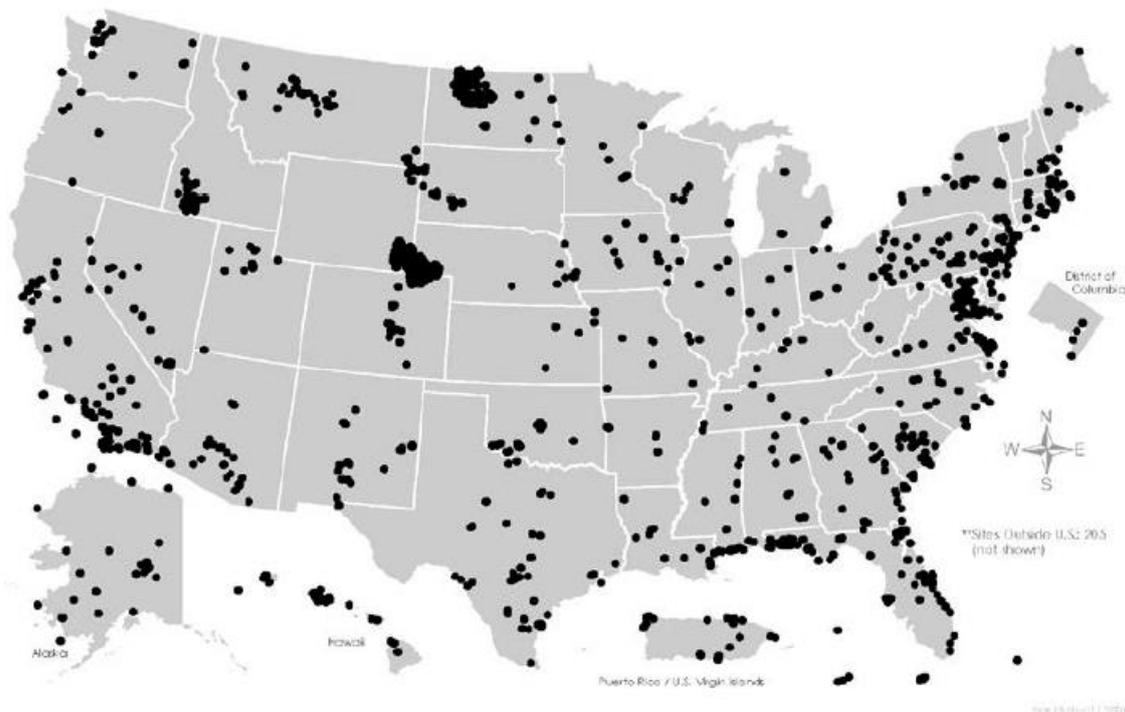
Le Congrès américain a demandé à plusieurs reprises (juillet 2005, novembre 2017) la réalisation d'un rapport sur les impacts du changement climatique pour le DoD (voir BV n°6). L'Office of the Under Secretary of Defense Acquisition, Technology, and Logistics (OASD [EI&ED]) du DoD vient de publier en janvier 2018 une première version d'un **Screening Level Vulnerability Assessment Survey (SLVAS) de 3500 sites militaires américains à travers le monde**.

Cette première évaluation vise à identifier les bases déjà exposées à des événements climatiques et météorologiques extrêmes, et celles pour lesquelles des études plus exhaustives sont nécessaires. Plusieurs catégories d'événements sont couvertes par cette étude : inondations dues aux ondes de tempête, autres inondations (pluie, neige, glace, crue...), températures extrêmes, épisodes venteux, sécheresses et feux de forêt.

La moitié des 3500 sites militaires a déjà été touchée par au moins l'un des événements précités. Le document développe sept cas dans les trois Armées. **Les infrastructures de la Navy et de l'U.S. Air Force révèlent une vulnérabilité toute particulière** : 73% des 761 bases de la Navy ont été affectés par des épisodes climatiques violents, et 78 bases de l'USAF sont à moins de deux kilomètres du littoral.

Cette étude présente des enseignements d'ordre méthodologique pour le ministère des Armées, dans la perspective d'une évaluation similaire des infrastructures militaires françaises.

Sites métropolitains du DoD américain déjà exposés à au moins deux catégories d'aléas météorologiques et climatiques (DoD, 2018)



- Department of Defense, *Climate-Related Risk to DoD Infrastructure. Initial Vulnerability Assessment Survey (SLVAS) Report*, Office of the Under Secretary of Defense Acquisition, Technology, and Logistics, January 2018, 32p., <https://climateandsecurity.files.wordpress.com/2018/01/tab-b-slv-as-report-1-24-2018.pdf>
- Justin WORLAND, "the Pentagon Warned That Climate Change Threatens Half of America's Military Installations", *Time*, 1 February 2018, <http://time.com/5129002/climate-change-donald-trump-military/>

- Nick SOBczyk, "Half of U.S. military facilities vulnerable to extreme weather and climate risks", *E&E News*, 30 January 2018, <http://www.sciencemag.org/news/2018/01/half-us-military-facilities-vulnerable-extreme-weather-and-climate-risks>

22 – Pour une approche « cycle de vie » des emprises et infrastructures des armées ? L'exemple d'une base américaine désaffectée au Groenland

Les États-Unis, à la suite d'un accord avec le Danemark, ont édifié à partir de 1953 cinq bases secrètes sur quatre sites au Groenland (au nord et à l'est de Thulé) qui devaient préfigurer un réseau de sites de lancement de missiles balistiques nucléaires. Le projet, nommé *Iceworm*, a conduit à la construction de « *Camp Century* » (à 240km à l'est de Thulé) qui hébergeait 200 personnes et comprenait 3 km de tunnel, une ligne de chemin de fer, des quartiers d'habitation, un magasin, un hôpital. Abandonné en 1967, cette base abrite toujours des dizaines de milliers de litres de carburant, des déchets radioactifs et une quantité qualifiée de « substantielle » (cf. Jeff Colgan, 2018) mais non évaluée de polychlorobiphényle (PCB), ainsi que 24 millions de litres de déchets biologiques et d'eaux usées provenant de la vie du camp. **Alors que la neige et la glace qui recouvraient ces infrastructures ne devaient jamais disparaître, le changement climatique va rendre apparentes certaines parties du site.**

Cet exemple montre à nouveau l'intérêt d'intégrer les effets du changement climatique dans les politiques de gestion des camps et infrastructures militaires à différents horizons, et tout particulièrement pour les emprises ultramarines et basées à l'étranger. La fin de vie d'une base militaire, et les coûts inhérents à son démantèlement et à sa dépollution, doivent être envisagés en intégrant le changement climatique, et tout particulièrement pour les sites exposés au risque de submersion (Diego Garcia, Guam...)

- Jeff D. COLGAN, "Climate Change and the Politics of Military Bases", *Global Environmental Politics*, Volume 18, Issue 1, February 2018, p.33-51n https://www.mitpressjournals.org/doi/full/10.1162/GLEP_a_00443
- Brown University. "Effects of climate change can complicate the politics of military bases." *ScienceDaily*. ScienceDaily, 5 February 2018. www.sciencedaily.com/releases/2018/02/180205113031.htm

23 - L'U.S. Navy se voit en « Great Green Fleet »

Selon un rapport récent, la **consommation opérationnelle du DoD** (avions, navires, et véhicules) **est estimée à 86 millions de barils pour l'année 2016**, soit plus que la Finlande par exemple. Améliorer l'efficacité énergétique est donc un enjeu majeur pour l'ensemble des composantes du Pentagone, pas seulement en raison des coûts mais aussi du point de vue de la sécurité des approvisionnements. Dans le cadre du rééquilibrage vers l'Asie-pacifique, c'est pour l'U.S. Navy que les enjeux et les défis sont les plus ambitieux, puisqu'elle s'est fixée l'objectif d'assurer 50% de ses besoins énergétiques totaux grâce à des sources alternatives d'ici à 2020. Certains bateaux de la flotte sont déjà équipés de moteurs hybrides et **l'initiative Great Green Fleet lancée en 2016 a démontré que les navires de guerre propulsés par des carburants alternatifs pouvaient rester parfaitement opérationnels en toutes circonstances**. Rendement énergétique et efficacité opérationnelle sont donc compatibles, tandis que l'élimination des besoins d'approvisionnement en cours d'opération constitue un avantage décisif sur le champ de bataille.

- <https://www.naval-technology.com/features/going-green-sea-can-us-navy-cut-vast-energy-footprint/>

24 – Maintenir l'efficacité opérationnelle, augmenter le budget et réduire l'empreinte carbone : la quadrature du cercle

Dans une analyse très bien documentée, Sean Mowbray rappelle que le premier objectif des investissements du DoD pour faire face aux impacts du changement climatique n'est pas de protéger l'environnement et la planète, mais de **maintenir et de renforcer l'efficacité opérationnelle, quitte à accroître encore l'empreinte écologique des armées**. Il s'agit donc

d'abord de s'adapter aux situations de chaos engendrées par le dérèglement climatique afin de rester opérationnel quelles que soient les circonstances.

Selon Nick Buxton du Transnational Institute, qui déplore une approche exclusivement sécuritaire du changement climatique en termes sans se préoccuper des causes, **les efforts de réduction des émissions du Pentagone seront anéantis par les augmentations du budget voulues par Donald Trump**. Un état de fait bien résumé par John Conger, conseiller au *Center for Climate and Security* : « la mission du DoD est de protéger la sécurité nationale des États-Unis. Si cela demande davantage d'émissions de gaz à effet de serre, eh bien il en sera ainsi ».

➤ <https://news.mongabay.com/2018/01/a-tale-of-two-policies-climate-change-trump-and-the-u-s-military/>

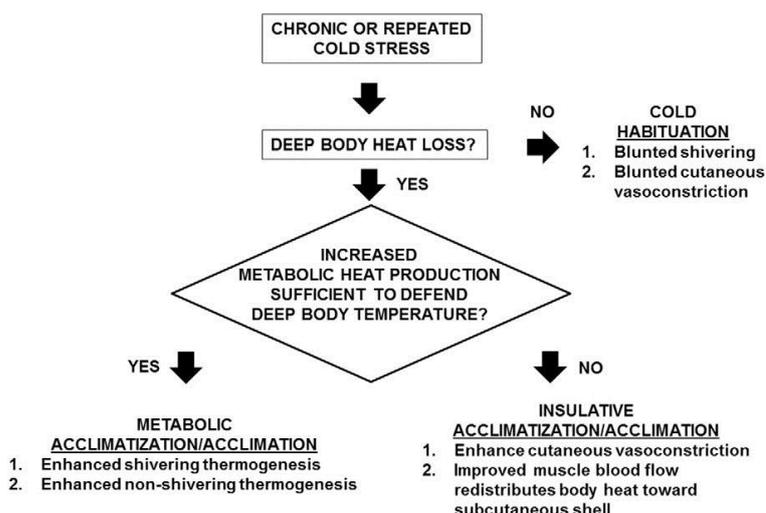
Veille sanitaire

25 – Stratégie thermorégulatrice et ajustement physiologique à la résistance au froid

Les phénomènes météorologiques exceptionnels ont représenté 80 à 90% des catastrophes naturelles au cours des deux dernières années. Les vagues de froid en font partie, comme au mois de février 2018. Une récente étude (Cohen J, 2018) fait le lien entre le réchauffement global de l'Arctique et la multiplication des vagues de froid sur certaines régions de l'hémisphère nord, dont l'Europe. Pour résister aux températures froides, le corps humain dispose de fonctions thermorégulatrices qui sont influencées par divers facteurs (génétique, saison, modes de vie, caractéristiques physiques et physiologiques individuelles). Il s'adapte notamment via :

- La **vasoconstriction cutanée** : réduction de la circulation sanguine au niveau de la peau afin de diminuer la déperdition de chaleur.

- La **thermogénèse frissonnante** : Les frissons peuvent augmenter la production de chaleur métabolique 3 à 4 fois au-dessus des niveaux normaux.



Le type de réponse d'acclimatation dépend du type et de la sévérité de l'exposition chronique.

Le modèle théorique ci-dessus explique comment les ajustements physiologiques se développent lors de l'acclimatation au froid (Castellani et Young, 2016). En somme, les ajustements métaboliques résulteraient probablement d'une exposition chronique à des environnements froids légers ou modérés, tandis que des ajustements isolants résulteraient d'expositions au froid plus sévères.

On peut agir sur l'entraînement physique des troupes pour améliorer cette adaptabilité thermique. Les récents résultats de T. Maeda (2017) suggèrent que la capacité de vasoconstriction périphérique (la circulation sanguine dirigée vers les organes internes pour diminuer la déperdition de chaleur) est améliorée par l'exercice physique. Une bonne condition physique permet également de produire plus de chaleur métabolique (au niveau cellulaire) qu'un individu dit « non sportif ».

- Takafumi Maeda. "Relationship between maximum oxygen uptake and peripheral vasoconstriction in a cold environment". *Journal of Physiological Anthropology* 2017, 36-42. 36:42. DOI 10.1186/s40101-017-0158-2
- JW Castellani, AJ Young, "Human physiological responses to cold exposure: Acute responses and acclimatization to prolonged exposure", *Autonomic Neuroscience*, 196: 63-74, April 2016.
- J Cohen, K Pfeiffer. "Warm Arctic episodes linked with increased frequency of extreme winter weather in the United States". *Nature Communications*, mars 2018. Doi:10.1038/s41467-018-02992-9

26 – Une épidémie de fièvre de Lassa sans précédent au Nigéria

La fièvre de Lassa est une **fièvre hémorragique virale aiguë qui sévit en Afrique occidentale**. Maladie dont le taux global de létalité est estimé à 1%, elle se transmet à l'homme par contact avec des aliments ou objets contaminés par l'urine ou les excréments de rongeurs, de même lorsque des soins sont prodigués sans mesures de prévention. Elle est vraisemblablement présente dans tous les pays de la zone mais **une épidémie est en cours au Nigéria**. Avec 18 États touchés, **353 cas confirmés entre le 1^{er} janvier et le 4 mars 2018 et déjà 78 décès**, elle atteint dans ce pays une ampleur encore jamais observée, d'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui a intensifié sa réponse. Selon l'OMS, il existe un risque – modéré – de propagation aux pays voisins en raison des échanges transfrontaliers. Dans ce contexte, la Coalition pour les innovations de préparations aux épidémies (CEPI³) a alloué plusieurs millions d'euros pour les recherches en vue de développer un vaccin.

Des travaux de modélisation réalisés par le *Dynamic Drivers of Disease in Africa Consortium* et financés par le programme britannique ESPA (*Ecosystem Services for Poverty Alleviation*) montrent que **les conséquences du changement climatique et l'augmentation de la population humaine pourraient conduire à un nombre de cas annuel deux fois plus élevés à l'horizon 2070**. L'état actuel des connaissances sur l'écologie de la maladie, l'épidémiologie et la répartition géographique limite toutefois la capacité à prévoir l'impact à long terme des changements environnementaux sur les dynamiques de transmission de cette maladie.

- <http://www.who.int/emergencies/diseases/lassa-fever/en/>
- <http://ncdc.gov.ng/themes/common/files/sitreps/42167be6da67a474275201d3550bd449.pdf>
- David Redding et al, Environnemental-mechanistic modelling of the impact of global change on human zoonotic disease emergence: a case study of Lassa fever, *Methods in Ecology and Evolution*, 2016, vol. 7, n° special 5, pp. 646-655.
- Rory Gibb et al., Understanding the cryptic nature of Lassa Fever in West Africa, *Pathogens and Global Health*, 2017, vol. 111, n° 6, pp. 276-288.

27 – Deuxième révision de la liste des maladies prioritaires dans le cadre du R&D Blueprint de l'OMS

Une liste de dix maladies jugées prioritaires (du fait de leur potentiel épidémique et du manque de contremesures médicales) a été établie en décembre 2015. Elle fait depuis l'objet de révisions annuelles, la dernière ayant eu lieu à l'occasion d'une consultation informelle les 6 et 7 février 2018, à Genève. Des experts ont estimé à cette occasion qu'il était nécessaire de mettre en œuvre des efforts de R&D de manière accélérée pour **huit maladies qui posent – ou sont susceptibles de poser – un problème de santé publique** : fièvre hémorragique de Crimée-Congo, maladies à virus Ébola ou Marburg, fièvre de Lassa, syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS) et syndrome respiratoire aiguë sévère (SRAS), maladie due au virus Nipah et hénipaviruses apparentées, fièvre de la vallée du Rift, maladie à virus Zika et, enfin, maladie X (toute maladie, pour l'heure inconnue, mais répondant aux critères et identifiée avant la prochaine révision). D'autres maladies ont également fait l'objet de discussions, incluant les fièvres hémorragiques causées par des Arénavirus autres que celui de la fièvre de Lassa, le Chikungunya, les maladies à coronavirus hautement pathogènes autres que le SRAS ou le MERS, des entérovirus non poliomyélitiques, ainsi que le Syndrome de fièvre sévère avec thrombocytopenie. Les experts ont également souligné les risques de santé publique représentés par la leptospirose et la variole du singe.

³ Cette initiative a été créée à la suite de l'épidémie d'Ébola au cours de laquelle il avait fallu développer des vaccins en situation de crise.

La majorité des maladies évoquées sont des maladies à transmission vectorielle et/ou des zoonoses pour lesquelles l'influence des changements climatiques est considérée comme possible ou vraisemblable, en particulier en raison des conséquences sur la répartition géographique et l'activité des vecteurs et des réservoirs animaux, ainsi que sur leurs interactions avec l'homme. On les retrouve également en partie dans des zones où les forces françaises sont déployées ou amenées à intervenir.

- <http://www.who.int/blueprint/priority-diseases/en/>
- <http://www.who.int/emergencies/diseases/2018/prioritization-report.pdf?ua=1>
- <https://www.forbes.com/sites/brucelee/2018/03/10/disease-x-is-what-may-become-the-biggest-infectious-threat-to-our-world/#9ab5bad2cd7b>

28 – L'insécurité alimentaire en Afrique et la chenille légionnaire d'automne

Les changements climatiques semblent favoriser une recrudescence des maladies et la prolifération de ravageurs s'attaquant aux cultures en Afrique. La chenille légionnaire d'automne ou *Spodoptera frugiperda* représente ainsi une véritable menace pour la sécurité



alimentaire. Endémique en Amérique du Sud, en Amérique centrale et dans certaines zones des Etats-Unis, elle serait arrivée en Afrique de l'Ouest en 2016, au Nigéria puis au Togo, vraisemblablement introduite par les vols commerciaux directs avec les Amériques. Elle est désormais présente dans presque tous les pays d'Afrique subsaharienne. La chenille s'attaque aux cultures céréalières, y compris à celles du maïs, du riz, du blé, du millet, du sorgho, ainsi qu'à celle de quelques légumes et du coton.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a lancé un programme d'action pour combattre ce ravageur. 13 millions de dollars ont déjà été mobilisés, la FAO ayant alloué 10 millions à partir de son budget propre. Puisqu'il n'est pas possible d'éradiquer la chenille mais seulement de la gérer, **la FAO a diffusé un guide séquentiel destiné aux agriculteurs et développé une application mobile (FAMEWS) permettant la détection, la surveillance et le suivi de la propagation de la chenille.**

D'après une étude du *Centre for Agriculture and Biosciences International* (CABI), ce ravageur pourrait se propager en Asie tropicale et dans la zone méditerranéenne dans les années à venir, ce qui en ferait une menace majeure pour le commerce agricole mondial.

- <http://www.fao.org/news/story/fr/item/1103489/icode/>
- https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/l-afrique-australe-en-guerre-contre-la-chenille-legionnaire_110538
- <https://www.afdb.org/en/documents/document/fall-armyworm-impacts-and-implications-for-africa-evidence-note-2-september-2017-98340/>
- <http://www.fao.org/fall-armyworm/en/>

Actualités

Annonces et communiqués

29 – A l'occasion de la cérémonie des 30 ans du GIEC, Nicolas Hulot annonce l'organisation en France d'un sommet des peuples autochtones

Le 13 mars 2018, la France a accueilli à l'UNESCO la cérémonie organisée pour le 30^e anniversaire de la création du Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (GIEC). Lors de son discours de clôture, le ministre de la Transition écologique et solidaire Nicolas Hulot a annoncé la **décision du président français Emmanuel Macron d'organiser, début 2019 à Paris, un sommet des peuples autochtones**. La date et le programme de ce sommet restent inconnus à ce jour, mais il s'agira de promouvoir à cette occasion les savoirs empiriques et ancestraux de ces communautés, comme partie de la solution aux défis posés par les changements climatiques.

Cette cérémonie s'est tenue le premier jour de **l'ouverture de la 47^e session du GIEC, qui s'est réuni à l'UNESCO du 13 au 16 mars**. L'accueil par la France de cette cérémonie d'anniversaire et d'une session du GIEC a une forte portée symbolique, et confirme l'engagement français sur les questions climatiques quelques mois après l'organisation du *One Planet Summit* et le lancement de l'initiative *Make Our Planet Great Again*.

- <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/climat/actualites-liees-au-dereglement-climatique/actualites-2018-liees-au-dereglement-climatique/article/le-giec-celebre-ses-30-ans-a-l-unesco-et-s-ouvre-au-public-13-03-18>

30 – Mise à jour d'un rapport du Centre for Climate and Security sur l'exposition des sites militaires américains aux conséquences de la hausse du niveau de la mer

Le Center for Climate and Security vient de mettre à jour le rapport d'un panel qui a travaillé sous ses auspices pendant 18 mois sur l'impact de la montée du niveau de la mer sur les missions militaires des États-Unis (voir BV n°6). Cette nouvelle édition complète l'analyse par :

- des développements sur les vulnérabilités des infrastructures énergétiques, et des réseaux et moyens de transport (essentiellement à proximité des bases pour ces dernières) ;
- des cartes illustrant des projections des aires exposées à la montée du niveau de la mer et aux ondes de tempête.

- Francesco FEMIA Francesco (ed.), *Sea Level Rise and the US military's mission*, Military Expert Panel Report, The Center for Climate and Security, February 2018, 58p., https://climateandsecurity.files.wordpress.com/2018/02/military-expert-panel-report_sea-level-rise-and-the-us-militarys-mission_2nd-edition_02_2018.pdf

Événement à venir

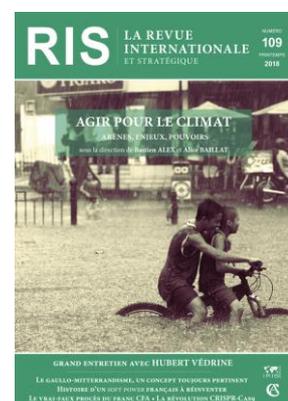
- ✓ 30 mars 2018, Maison de la Recherche, Paris - **Journée doctorale « Risques géopolitiques, crises et ressources naturelles du XX^e siècle à nos jours : approches transversales et apport des sciences humaines »**, organisée par le Campus Condorcet, en partenariat avec l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris 8) et le SIRICE (Université Paris 1).

La gestion des ressources (énergies fossiles, minerais, eau, terres arables) est devenue un enjeu planétaire croissant, et potentiellement conflictuel, au moment où se conjuguent les effets du changement climatique, une explosion démographique et une urbanisation sans précédent. La maîtrise de l'exploitation et de la distribution de ces ressources soulève la question de la réorganisation des rapports de force à l'échelle locale, mais aussi des stratégies politiques de gestion des risques, et des luttes de pouvoir entre différents types d'acteurs pour le contrôle de territoires stratégiques. Cette journée doctorale interdisciplinaire abordera ces questions, à travers quatre tables-rondes portant sur les hydrocarbures et la sécurité énergétique (TR1), l'agriculture et l'alimentation (TR2), les enjeux hydriques (TR3) et les conflits autour de la gestion des ressources et des territoires (TR4).

Vient de paraître

Bastien Alex, Alice Baillat, « Agir pour le climat. Arènes, enjeux, pouvoirs », *La Revue internationale et stratégique*, n°109, Printemps 2018.

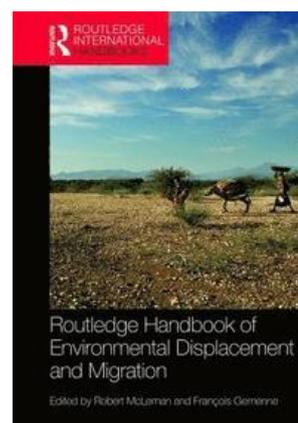
Longtemps réduit à sa dimension environnementale, le changement climatique s'est imposé ces dernières années comme un sujet d'étude incontournable en relations internationales. Objet scientifique mais également politique, le réchauffement planétaire charrie de multiples enjeux géopolitiques. Négociations onusiennes, transition énergétique, adaptation, questions de sécurité et de défense, migrations, recrudescence des catastrophes naturelles constituent autant de sujets ayant favorisé l'intégration du climat dans la réflexion stratégique de nombre d'acteurs. Ces processus d'appropriation et de diffusion soulèvent de nombreuses interrogations qui sont adressées dans ce dossier collectif.



- <http://www.iris-france.org/publications/ris-109-printemps-2018/>

François Gemenne, Robert McLeman (eds.), *Routledge Handbook of Environmental Displacement and Migration*, London: Routledge, 2018, 438 p. Préface de Mary Robinson.

L'ouvrage est destiné avant tout à un public d'enseignants, d'étudiants et de praticiens. À travers 36 chapitres thématiques rédigés par les meilleurs spécialistes, il fait le point sur l'état des connaissances pour différents types de migrations, différentes méthodes de recherche, et différentes régions du monde. Il propose également le point de vue des principales organisations internationales actives sur ce sujet.



- <https://www.routledge.com/Routledge-Handbook-of-Environmental-Displacement-and-Migration/McLeman-Gemenne/p/book/9781138194465>

Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix, *Une question de survie* (Rapport), Genève : Geneva Water Hub/Pôle Eau Genève, septembre 2017, 116 p.

Ce rapport est le résultat de deux ans de travaux du Panel, lancé en novembre 2015 à l'initiative de 15 pays dont la France, sur la prévention des conflits liés à l'eau et le recours à l'eau comme instrument de paix. Alors que l'eau a longtemps été perçue uniquement comme enjeu de développement et de droits de l'homme, le Panel plaide pour une nouvelle approche de cette question, qui doit aussi être comprise comme un enjeu de stabilité et de paix. Le rapport contient 8 chapitres, le dernier étant consacré aux recommandations pour promouvoir une meilleure coopération internationale dans le domaine de l'eau. Le Panel recommande, entre autres, la création d'un Comité intergouvernemental des Nations unies sur l'eau et l'assainissement chargé de fournir un cadre global de surveillance mondiale, d'un Observatoire mondial pour l'eau et la paix ayant pour objectif de faciliter et stimuler les efforts diplomatiques visant à utiliser l'eau comme un instrument de paix mondiale et d'un Fonds bleu pour stimuler les investissements mondiaux dans ce secteur. Le rapport encourage également le Conseil de sécurité des Nations unies à créer un cadre politique pour la protection des ressources en eau et des infrastructures hydrauliques dans les situations de conflit. Ce rapport doit être présenté lors de la prochaine réunion du Conseil de sécurité le 22 mars 2018, en formule Arria.



- Lien vers le rapport complet en français : <https://www.genevawaterhub.org/fr/ressource/Une-question-de-survie>

Niklas Bremberg, “European regional organizations and climate-related security risks: EU, OSCE and NATO”, *SIPRI Insights on Peace and Security*, February 2018

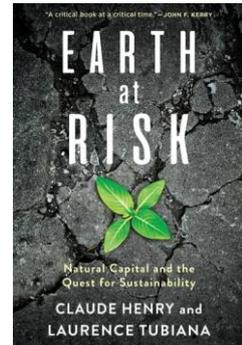
Cet article analyse comment trois organisations régionales en Europe – l'UE, l'OCDE et l'OTAN – se sont saisies des risques sécuritaires induits par les impacts des changements climatiques. L'étude conclut que les trois organisations partagent une approche des changements climatiques en tant que multiplicateurs de menaces, mais intègrent différemment ces risques à leurs mandats traditionnels. Alors que l'UE et l'OCDE se sont efforcées de promouvoir la sécurité environnementale comme vecteur de paix dans le monde, l'OTAN a fait preuve, pour l'heure, d'un moindre engagement sur ces questions, et continue à se focaliser sur les enjeux de sécurité traditionnels.



- https://www.sipri.org/sites/default/files/2018-02/sipriinsight_1802_01_igos_and_climate_change.pdf

Claude Henry, Laurence Tubiana, *Earth at Risk. Natural Capital and the Quest for Sustainability*, Columbia University Press, December 2017, 376 p.

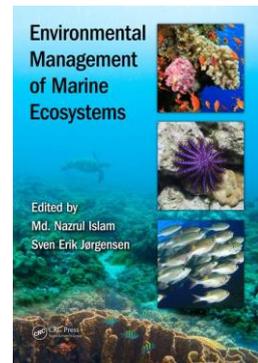
Laurence Tubiana, économiste et diplomate française, et Claude Henry, physicien et économiste, livrent dans cet ouvrage leur réflexion sur la destruction dramatique du capital naturel dont les hommes ont hérité de la Terre, qu'il s'agisse de la biodiversité, des ressources en eau, des sols fertiles ou encore des sources d'énergie. Le livre passe en revue un ensemble d'instruments scientifiques, techniques, institutionnels ou encore économiques qui pourraient être mobilisés pour inverser la tendance et remettre le monde sur la voie d'un développement plus soutenable, et ainsi éviter un péril qui pourrait s'avérer mortel pour l'humanité. La question posée par les auteurs est toutefois : ces instruments seront-ils déployés de manière adéquate et en temps utile, afin d'éviter un péril qui pourrait s'avérer mortel pour l'humanité ?



- <https://cup.columbia.edu/book/earth-at-risk/9780231162524>

Md. Nazrul Islam, Sven Erik Jorgensen (eds.), *Environmental Management of Marine Ecosystems*, CRC Press, 2018, 362 p.

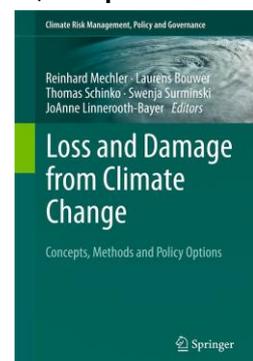
Cet ouvrage rassemble des contributions d'auteurs venus du monde entier et dresse un panorama complet des impacts des changements climatiques sur les écosystèmes marins, et des mécanismes de gouvernance mis en place pour réduire la pollution marine et l'impact des activités humaines sur la faune et la flore océaniques. L'ouvrage s'articule autour de différents cas d'étude analysant les défis et opportunités entourant la gestion des barrières de corail, de la pêche, des mangroves, des herbiers marins, etc. L'ouvrage s'adresse aussi bien aux chercheurs qu'aux décideurs politiques et aux praticiens, et vise à éclairer la question de la gouvernance des écosystèmes marins.



- <https://www.crcpress.com/Environmental-Management-of-Marine-Ecosystems/Islam-Jorgensen/p/book/9781498767729>

R. Mechler, L. Bouwer, T. Schinko, S. Surminski, J. Linnerooth-Bayer (eds.), *Loss and Damage from Climate Change. Concepts, Methods and Policy Options*, Springer, 2018, 300 p.

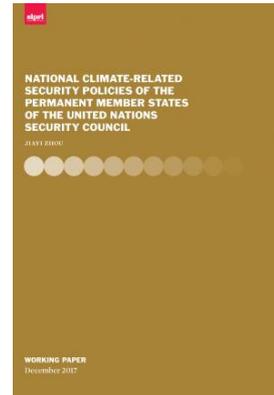
Ce livre est le premier consacré entièrement à la question des pertes et dommages, qui occupe désormais une place centrale dans les négociations climatiques depuis la COP19 à Varsovie en 2013. Il propose un état des lieux exhaustif de la littérature scientifique existante, des controverses et des réponses politiques apportées jusqu'à maintenant à cet enjeu épineux, devenu l'une des principales pierres d'achoppement entre les pays développés et en développement, et qui soulève d'importantes questions éthiques, économiques et politiques. L'ouvrage rassemble les contributions d'experts et de praticiens qui ont joué un rôle actif pour promouvoir la mise à l'agenda des négociations climatiques de cet enjeu aussi important que les questions d'atténuation et d'adaptation.



- <https://www.springer.com/us/book/9783319720258>

Jiayi Zhou, "National Climate-Related Security Policies of the Permanent Member States of the United Nations Security Council", SIPRI policy paper, December 2017

Un nouveau *policy paper* du SIPRI analyse la manière dont les dispositifs nationaux de sécurité et de défense de chacun de ces cinq Etats évaluent le risque de changement climatique pour la sécurité nationale, et dans quelle mesure ils ont commencé à incorporer ces évaluations dans leurs plans et opérations. Cette vue d'ensemble montre que les efforts déployés par les acteurs de la sécurité au niveau national pour prendre en compte et traiter les impacts climatiques sont devenus plus substantiels et institutionnalisés à l'exception de la Russie et de la Chine. Selon le document, si la France a quelque peu rattrapé son retard sur ses partenaires de l'OTAN, son approche reste moins institutionnalisée. Des avancées pourraient se faire jour sous le mandat du Président Macron. Cependant, il n'y a pas encore de convergence de haut niveau entre les États. Les grandes puissances que sont les Etats-Unis, la Chine et la Russie continuent de considérer la sécurité climatique en termes essentiellement nationaux plutôt que de faire appel à des cadres de réponse internationaux ou multilatéraux.



- <https://www.sipri.org/publications/2017/working-paper/national-climate-related-security-policies-permanent-member-states-united-nations-security-council>

Simon Messenger, Iman Effendi, Adam Pierce, Ready or not: Are companies prepared for the TCFD recommendations?, Joint CDSB and CDP report, March 2018

Un nouveau rapport publié cette semaine par le Carbon Disclosure Project (CDP) et le Climate Disclosure Standards Board (CDSB) montre l'existence d'un fossé évident entre la prise de conscience des risques et opportunités climatiques par de nombreuses entreprises et leur préparation à les aborder véritablement, révélant un décalage entre sensibilisation et action. Le document a analysé les données de 1 681 entreprises dans 14 pays et 11 secteurs d'activité qui communiquent actuellement leurs actions liées au climat au CDP. Si une grande majorité des entreprises identifie le risque financier que représente le changement climatique (83 % d'entre elles reconnaissent les risques physiques ; 88 % les nouvelles politiques et réglementations favorisant une économie faible en carbone), cela ne se traduit pas en mesure concrète en matière de gouvernance et de stratégie.



- <https://www.cdp.net/en//articles/media/new-research-shows-clear-gap-between-companies-awareness-of-climate-risks-and-actions-for-tackling-them>